

x

x

x

AFFAIRE N°8 - Modernisation de l'éclairage public (1ère tranche) - Emprunt de 1 296 000 FF à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

LE SECRETAIRE donne lecture du rapport.

Mesdames, Messieurs et Chers Collègues,

Je vous demande de m'autoriser à contracter un emprunt de 1 296 000 FF auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour permettre de financer les travaux de modernisation de l'éclairage public de la ville.

Le coût de cette 1ère tranche se chiffrerait à 1 440 000 FF et le financement s'établirait comme suit :

- subvention du M.I.	144 000 FF
- emprunt CDC	1 296 000 FF

	1 440 000 FF

Je vous demande également de m'autoriser à inscrire au chapitre 901, article 131 du Budget communal la somme de 1 000 F à titre de participation aux frais d'instruction des dossiers.

LE MAIRE - Je mets la question aux voix.

x

x

x

Le Conseil municipal
Sur le rapport du Maire
Après en avoir délibéré
Prend la délibération dont la teneur suit :

ARTICLE 1 - Le Maire est invité à réaliser auprès de la CAISSE DES DEPÔTS ou de l'UNE DES CAISSES dont elle a la gestion, aux conditions de ces établissements, l'emprunt de la somme de F CFA UN MILLION DEUX CENT QUATRE VINGT SEIZE MILLE FRANCS (1 296 000) destiné à financer les travaux de modernisation de l'éclairage public (1ère tranche). et dont le remboursement s'effectuera en 15 années à partir de 1975.

Ce prêt portera intérêt au taux en vigueur à la date de l'établissement du contrat et dans la limite des taux maxima fixés pour l'ensemble des emprunts contractés par les Collectivités Locales par le Ministre de l'Intérieur en accord avec le Ministre de l'Economie et des Finances.

ARTICLE 2 - La Commune disposera, pour retirer les fonds, d'un délai de 6 mois à partir de la date de sa signature du contrat par le Directeur Général de la Caisse des Dépôts.

Si, à l'expiration de ce délai, la totalité des fonds n'a pas été retirée, la Caisse des Dépôts procèdera à l'annulation du contrat ou à la réduction de son montant.

ARTICLE 3 - Pour se libérer de la somme empruntée, la Commune paiera 15 annuités constantes comprenant le capital et les intérêts calculés au taux indiqué ci-dessus. Elle s'engage, pendant toute la durée du prêt, à créer et à mettre en recouvrement en cas de besoin les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement des annuités.

ARTICLE 4 - Toute annuité non versée à la date à laquelle elle sera devenue exigible portera de plein droit à partir de cette date au taux du prêt majoré de 3 unités.

ARTICLE 5 - La Commune aura la faculté d'effectuer des remboursements par anticipation au cours de la 2ème moitié de la période d'amortissement mais seulement à la date d'une échéance normale et avec préavis d'un an.

Ces remboursements donneront lieu au paiement d'une indemnité égale au montant d'un semestre d'intérêts du capital remboursé par anticipation.

ARTICLE 6 - La Commune s'engage :

1°) - à effectuer, dès leur encaissement, à des remboursements anticipés, pour lesquels il ne sera exigé ni préavis, ni indemnité, les subventions qui viendraient à être attribuées après la réalisation du prêt et auraient pour effet de réduire sa participation dans le coût de l'opération à une somme inférieure au montant du prêt.

2°) à reverser sans délai les sommes non employées, dans le cas où l'opération pour laquelle le prêt a été consenti ne serait pas réalisée ou serait d'un coût inférieur au montant prévu.

ARTICLE 7 - La Commune prendra à sa charge les impôts présents et futurs ainsi que les droits et frais pouvant résulter du présent emprunt.

ARTICLE 8 - Monsieur le Maire est autorisé, et en son absence, le Premier Adjoint, à signer le contrat à intervenir pour régler les conditions du prêt.

Le
Saint-Denis, le 27 février 1975
Pour le Préfet
le Secrétaire Général
Signé: J.P. PROUST

Pour copie certifiée conforme
le Directeur des Affaires
Financières
Signé: P. Brianni